

Interview: interrogating the power relationships that shape data for sustainable development

18 December 2020 | Louise Shaxson, Vissého Adjiwanou, Tom Moultrie | Insight

Version française.

*Ce blog a été initialement publié en anglais sur odi.org.
Pour la version originale en anglais cliquez [ici](#).*

Entretien : Comprendre les rapports de force qui façonnent les données pour le développement durable

L'évaluation des avancées vers les objectifs de développement durable suppose de disposer de données en grand nombre. Lorsque les ODD ont été conçus, en 2015, il était également prévu que l'on assisterait à une explosion des volumes et des types de données disponibles : une « révolution des données ». Le rapport 2014 [du Groupe consultatif d'experts indépendants sur le développement durable](#) du Secrétaire général de l'ONU de l'époque avait identifié deux défis mondiaux pour la révolution des données :

1. Les lacunes dans les connaissances dues à des ensembles de données numériques et traditionnels limités ;
2. les disparités entre les objectifs selon la disponibilité ou non des données requises pour leur réalisation.

Le rapport appelait à renforcer l'innovation, le leadership et la coordination pour mobiliser des ressources, afin de surmonter les inégalités entre les pays ainsi qu'entre les populations pour lesquelles on dispose de nombreuses données et celles pour lesquelles les données sont insuffisantes.

En revanche, on ne comprenait pas encore très bien alors la profonde mutation de l'écosystème des mégadonnées (*big data*) liée à l'évolution des 3 'C : les traces (*crumbs*) numériques émises par les appareils numériques et les téléphones ; la *capacité* de repérer des profils dans ces données ; l'ensemble des *communautés* (pas seulement les chercheurs et les décideurs, mais aussi les organisations de la société civile et le secteur privé) qui utiliseraient et interpréteraient les données.

Les démographes, en particulier, ont émis des réserves concernant la révolution des données. Si le big data offre de nouvelles opportunités, les formes traditionnelles de données telles que les recensements sont des formes éprouvées, notamment pour s'assurer de la prise en compte des populations pauvres et vulnérables. Ils ont également souligné la nécessité [d'associer des ensembles de données numériques et traditionnels, ainsi que les nouvelles méthodes de la science des données avec les méthodes traditionnelles](#) afin de comprendre les structures et la dynamique des populations, leurs causes et leurs conséquences.

Cinq ans après la conception des ODD, dans le cadre d'un nouveau rapport d'évaluation d'un programme visant à associer plus étroitement les démographes à la révolution des données, Louise Shaxson s'est entretenue avec le professeur Tom Moultrie, de l'Université du Cap, et le professeur Vissého Adjiwanou, de l'Université du Québec à Montréal, pour s'enquérir des progrès accomplis dans ce domaine et des efforts de la communauté mondiale pour réduire la fracture des données.

Louise : Selon vous, dans quelle mesure la communauté mondiale des données a-t-elle pris en compte les principales recommandations du rapport du GCEI ?

Tom : Malgré les ambitions des ODD, des régions entières du monde risquent de ne pas pouvoir atteindre les objectifs en termes de données. Nous n'avons pas abordé l'économie politique de la révolution des données. Qui pose les questions pour lesquelles des données sont nécessaires ? Qui fournit les données, et à quelles fins ? Qui contrôle la façon dont ces données sont utilisées ? Il n'est pas si simple de récolter et d'exploiter des données numériques. Il faut déterminer leur degré de représentativité, de quelle manière elles peuvent être analysées à côté des données traditionnelles et si elles sont susceptibles d'apporter un éclairage solide aux débats politiques. Il est formidable de pouvoir disposer de données satellitaires sur les communautés éloignées des routes principales, par exemple, mais en elles-mêmes, ces données ne nous disent rien sur les autres formes de pauvreté et de vulnérabilité dont souffrent ces communautés.

Vissého : Le mantra « de meilleures données pour une vie meilleure » est de plus en plus dépassé. Bien sûr, nous avons besoin de meilleures données, mais nous avons aussi besoin d'inventer de nouvelles manières [de combiner les sources de données](#). Les médias sociaux ont permis aux pauvres et aux laissés-pour-compte de faire entendre leurs voix avec beaucoup plus de force qu'on ne pouvait l'imaginer il y a quelques années. Grâce au Big Data, nous pouvons capter ces informations, ce qui nous offre de nouvelles opportunités pour trouver des solutions adaptées aux régions de l'hémisphère Sud. Mais dans l'euphorie du Big Data, il faut garder deux choses à l'esprit. Premièrement, les données traditionnelles et le travail des bureaux statistiques nationaux restent indispensables. Deuxièmement nous, les chercheurs du Sud, devons être en mesure de travailler avec nos propres données et de poursuivre des recherches essentielles pour nos communautés.

Tom : Je crains que [la science des données produise trop aisément des modèles convaincants](#), que les chercheurs pourraient être tentés d'adopter en lieu et place du travail assidu de collecte de données réelles. La plupart des fonds destinés à la science des données sont captés par des laboratoires de recherche largement subventionnés de l'hémisphère Nord. Si les compétences permettant de contester les résultats de ces modèles manquent dans les pays du Sud, nous risquons de voir les capacités locales diminuer encore plus. En effet, dans les pays du Nord, certains chercheurs disposant de ressources suffisantes nous disent : « voilà une solution à votre problème que nous avons conçue et développée en utilisant vos données, et qui apporte les réponses que vous attendez selon nous ». Sans doute, cette approche est-elle utile à court terme, mais à long terme, elle affaiblit le savoir et les connaissances des pays du Sud et risque d'épuiser les capacités des organisations locales.

Louise : Comment les chercheurs des pays du Sud peuvent-ils limiter la fracture des données avec ceux du Nord ?

Vissého : On a accordé très peu d'attention au renforcement des capacités des pays en développement à travailler avec de nouvelles formes de données. Cela relève d'un problème plus large. Traditionnellement, en effet, les domaines de la démographie et de la science des données ont toujours été des disciplines assez distinctes, et ce n'est que récemment qu'est née la «démographie numérique» visant à les rapprocher. [Le programme auquel Tom et moi avons contribué a commencé à renforcer cette capacité au Sud](#). Mais le problème ne peut être réglé par un seul programme. Il faut que le monde universitaire fournisse un effort concerté pour renforcer les liens entre la démographie et la science des données : pas seulement dans les pays du Nord et pas seulement en anglais. Il y a un risque réel que l'Afrique francophone et d'autres régions du monde non anglophones se retrouvent encore plus à la traîne.

Tom : Et même là où la révolution des données se poursuit en partenariat avec les pays en développement, nous devons remettre en question la viabilité intellectuelle de ces projets à plus long terme. Des organisations telles que la [Commission statistique des Nations Unies](#) et [Paris21](#) veillent à garantir que les systèmes statistiques nationaux soient en mesure d'utiliser les mégadonnées, mais les pays en développement disposent-ils des compétences pour récupérer leurs propres données et les utiliser selon leurs besoins ? Ou bien verrons-nous une érosion et un appauvrissement graduels des connaissances dans ces pays, entraînant une dépendance accrue vis-à-vis des centres bien pourvus des pays du Nord ? Nous pouvons obtenir des estimations démographiques à des micro-niveaux de granularité, mais développons-nous les compétences nécessaires pour utiliser, améliorer et réinventer ces systèmes afin qu'ils continuent de répondre aux besoins locaux ? Autrement dit, la question est de savoir quels sont les bénéficiaires à long terme de nos données.

Vissého : Pour que la recherche sur les mégadonnées ou la démographie numérique profite aux pays du Sud, il est impératif que les étudiants de ces pays soient formés à leur utilisation. De très nombreux articles évoquent d'importants travaux de recherches menés en Afrique subsaharienne, mais aucun chercheur de la région ne participe à ces travaux. Nous devons de toute urgence renforcer notre capacité à utiliser nous-mêmes ces nouvelles techniques, à travailler sur nos propres données et à développer nos propres solutions.

Et maintenant, que faut-il faire ?

Le problème décrit par Tom et Vissého est de grande ampleur. Les types et quantités de *traces* numériques vont continuer de se multiplier. Le risque est que la capacité d'analyser les mégadonnées se développe avant tout dans les pays du Nord. En conséquence, outre l'utilisation de modes de financement intelligent, [comme Shaida Baidee et Johannes Jütting l'ont récemment souligné](#), il est urgent que nous renforçons les *capacités* sur les données dans tous les pays du Sud. Cela contribuera à accroître le nombre de *communautés* disposant de compétences permanentes pour développer des solutions locales. Afin d'encadrer ces efforts, nous devons tout d'abord approfondir notre compréhension de la

dynamique des forces qui façonnent la manière dont nous recueillons, analysons et utilisons les données pour le développement durable.